

PAROLES AUX JEUNES

Mahamadi Porgo est animateur dans une union paysanne proche de la ville de Ouahigouya, dans le nord du Burkina Faso. Cette région est notamment connue pour les sites d'orpaillage artisanaux (et souvent illégaux) qui attirent de nombreux jeunes. Il nous éclaire sur les logiques sous-jacentes aux migrations des jeunes et leurs conséquences sur leurs communautés.

« Ce sont les jeunes qui ont **la force** »

| Un article de Sacha Bronfort |

DANS CET ARTICLE

> Analyse de MAHAMADI PORGO, animateur à l'Union des Groupements Naam de Ninigui (une organisation d'agriculteurs comptant environ 2200 membres).

Mahamadi Porgo



Portraits © Philippe Dekemeter

A chaque moment de la vie nous avons des besoins, et en fonction de ceux-ci, les questions financières ont une grande importance pour les assumer. Quand on n'a pas d'argent, on est obligé de bouger dans un autre endroit en espérant trouver ce que l'on cherche». Selon Mahamadi Porgo, il est tout à fait possible d'assumer ses besoins en pratiquant l'agriculture, si les infrastructures et aménagements hydrauliques le permettent : « On peut gagner de l'argent dans sa zone s'il y a déjà suffisamment de choses spécifiques pour les jeunes. Dans le cas typique de la région du Nord, qui est la zone par excellence de production maraîchère au Burkina Faso, cela permet de rapidement avoir des fonds pour mener tes activités. Mais le frein c'est l'indisponibilité



des eaux de production. Il n'y a pas assez de collecte d'eau en saison hivernale qui pourrait servir à la production maraîchère en saison sèche. Si on faisait face à cette difficulté là, ce serait déjà pas mal. »

L'État doit faire plus pour accompagner l'agriculture familiale.

« S'ils ne sont pas là, cela handicape l'activité familiale »

Régulièrement confronté aux migrations saisonnières des jeunes qu'il encadre dans son association, Mahamadi nous démontre les conséquences négatives de cet exode rural des jeunes sur le reste de la communauté. « Parfois ces jeunes ont envie de quitter leur localité pour les sites d'orpaillage, ou pour aller en ville et tenter d'avoir des sous pour soutenir leur famille. Souvent, durant la campagne hivernale [ndlr: la campagne hivernale a généralement lieu entre le mois de juin et d'octobre, et est marquée par des précipitations qui permettent les grandes cultures] ils restent avec un parent au village pour les aider dans l'agriculture. Après les récoltes, en saison sèche, ces jeunes partent pour d'autres localités, soit vers la ville, soit vers les sites d'orpaillage. Les difficultés se situent au niveau de la préparation de la campagne hivernale, à la fin de la saison sèche. Il faut fertiliser les sols et amener du fumier qu'il faut ensuite épandre sur toute la superficie du champ. Ce sont les jeunes qui ont la force pour faire ce travail éprouvant. S'ils ne sont pas là, cela handicape l'activité familiale car il y aura un impact sur le rendement. »

Il invite les jeunes à prendre du recul. Selon lui, choisir de migrer n'est pas forcément un choix logique quand on est à la recherche d'argent. « Quand quelqu'un se déplace, c'est dans le but d'aller chercher de l'argent. Il y a beaucoup de choses qui sont impossibles à réaliser sans argent. Mais quand on prend du recul, on voit que la majorité

du Burkina Faso, soit 80 % de la population [ndlr: 80 % dans les années 2000, à présent la proportion avoisine les 70 %] vit de l'agriculture. On dépend tous de ce que nous produisons. Étant donné les conséquences que cela a sur les quantités de production en saison hivernale, cela peut baisser tes revenus et faire perdre ce que tu as pu gagner en saison sèche. Tu n'as pas pu avoir une récolte qui sera suffisante pour ta famille, et pour atteindre la période de soudure, tu es obligé d'acheter des vivres. Cela crée un autre problème. »

« On est très peu accompagné »

Mahamadi attire l'attention sur la responsabilité de l'État dans cette problématique. « L'État doit faire plus pour accompagner l'agriculture familiale. Or, on est très peu accompagné, que ce soit au niveau de l'agriculture ou au niveau de la jeunesse. C'est presque comme si cela n'existait pas. On parle de mécaniser l'agriculture: dans la région du Nord, entre 2015 et 2020, seulement 3 tracteurs ont été mis à disposition des agriculteurs, c'est beaucoup trop peu. Il n'y a pas cette politique de l'accompagnement de la jeunesse et de l'agriculture ». L'association dont il fait partie, l'Union des Groupements Naam de Ninighi, exerce un plaidoyer auprès des autorités étatiques pour la prise en compte du problème des mines artisanales et ses effets ravageurs pour la jeunesse. « Si toutes les conditions étaient réunies et que ces jeunes-là pratiquaient l'agriculture comme il se doit, cela serait une bonne chose par rapport aux déplacements massifs vers les sites d'orpaillage qui représentent beaucoup de dangers. Parfois ils arrivent à avoir des sous, mais il y a du banditisme, la drogue et des risques de mourir » conclut-il. ■

Propos recueillis par Sacha Bronfort